

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS238/1
G/L/479
G/SG/D19/1
24 septembre 2001
(01-4536)

Original: espagnol

ARGENTINE – MESURE DE SAUVEGARDE DÉFINITIVE À L'IMPORTATION DE PÊCHES EN CONSERVE

Demande de consultations présentée par le Chili

La communication ci-après, datée du 14 septembre 2001, adressée par la Mission permanente du Chili à la Mission permanente de l'Argentine et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de demander à la République argentine l'ouverture de consultations, au titre de l'article XXIII:1 du GATT de 1994, de l'article 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends et de l'article 14 de l'Accord sur les sauvegardes, au sujet de la mesure de sauvegarde définitive appliquée par le gouvernement argentin aux importations de pêches conservées dans de l'eau additionnée d'édulcorants, y compris les pêches au sirop, et de pêches conservées d'une autre manière ou dans de l'eau (NCM 2008.70.10 et 2008.70.90).

Le 15 janvier 2001, l'Argentine a notifié à l'OMC l'ouverture d'une enquête en vue de l'application d'une mesure de sauvegarde, notification requise en vertu de l'article 12:4 de l'Accord sur les sauvegardes avant l'adoption d'une mesure de sauvegarde provisoire, aux produits visés (G/SG/N/6/ARG/4-G/SG/N/7/ARG/2). Le 30 janvier 2001, le Chili a demandé l'ouverture de consultations au titre de l'article 12:4, lesquelles ont eu lieu le 2 mars à Genève.

Par la suite, le 17 juillet 2001, l'Argentine a présenté à l'OMC une notification concernant la constatation de l'existence d'un dommage grave et la décision d'appliquer une mesure de sauvegarde définitive (G/SG/N/8/ARG/4-G/SG/N/10/ARG/3-G/SG/N/11/ARG/3). Conformément à l'article 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes, le Chili a demandé l'ouverture de consultations, qui ont eu lieu à Buenos Aires le 16 août dernier.

Selon le gouvernement chilien, la mesure de sauvegarde définitive susmentionnée n'est pas conforme aux règles de l'OMC en la matière et nuit gravement à la compétitivité, sur le marché argentin, du produit visé originaire du Chili.

Selon le Chili, la condition relative à "l'évolution imprévue des circonstances", établie à l'article XIX:1 du GATT de 1994, n'est pas remplie. On ne relève pas non plus un accroissement, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, des importations, comme l'exige ledit article ainsi que l'Accord sur les sauvegardes. Il n'y a pas par ailleurs de dommage ni de menace de dommage pour la branche de production nationale, étant donné que l'enquête débouche sur des conclusions purement énonciatives concernant un prétendu lien de causalité.

./.

La Décision n° 781 de l'autorité chargée de l'enquête établit clairement l'existence de facteurs identifiables et quantifiables, autres que le prétendu accroissement des importations, qui pourraient influencer sur la perte de parts de marché alléguée par la branche de production nationale. Étant donné qu'elle n'a pas analysé le dommage causé par ces facteurs, l'autorité chargée de l'enquête a attribué la totalité du dommage à un prétendu accroissement des importations.

La mesure de sauvegarde définitive, son niveau et sa forme vont au-delà de ce qui est nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage grave et faciliter l'ajustement. En effet, un droit spécifique de 0,50 dollar EU par kg a été imposé arbitrairement, ce qui, en termes *ad valorem* et par rapport à la production chilienne, représente une majoration d'environ 70 pour cent des droits de douane applicables au Chili – 19,6 pour cent. L'ampleur de la sauvegarde est, selon le Chili, démesurée et prohibitive et équivaut à une interdiction à l'importation. De fait, depuis l'entrée en vigueur de la mesure de sauvegarde, l'Argentine n'enregistre plus d'importations de pêches en conserve originaires du Chili, ni d'aucun autre partenaire commercial.

Compte tenu de ce qui précède, le gouvernement chilien estime que la mesure de sauvegarde définitive imposée à l'importation de pêches en conserve est incompatible avec diverses dispositions de l'OMC, entre autres les articles 2, 4, 5 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et le paragraphe 1 de l'article XIX de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994.

J'attends votre réponse à la présente demande afin qu'une date mutuellement acceptable puisse être fixée pour la tenue des consultations.
